

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MDPA (anciennement STOCAMINE)

Avenue JOSEPH ELSE
68310 Wittelsheim

Code AIOT : 0006702296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement MDPa (anciennement STOCAMINE) implanté Avenue JOSEPH ELSE 68310 Wittelsheim. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MDPa (anciennement STOCAMINE)
- Avenue JOSEPH ELSE 68310 Wittelsheim
- Code AIOT : 0006702296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Stocamine est un stockage de déchets dangereux réalisé dans une couche de sel, au sein d'une ancienne mine de potasse, en cours de fermeture.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté l'évolution des travaux de confinement du stockage des déchets. La progression est conforme au calendrier présenté en CSS d'avril 2024. Sont terminés les barrages 1 et 2. Sont en cours les barrages 3, 4 et 5.

La réalisation des travaux nécessite l'évolution de l'organisation au fond, en conséquence, la station gasoil a été déplacée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens d'intervention - installations au fond	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.6.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des barrages	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.1.1	Sans objet
2	Surveillance du cuvelage du puits Joseph	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.1.2	Sans objet
3	Surveillance du cuvelage du puits Else	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.1.3	Sans objet
4	Suivi de l'ennoyage	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire le point sur la réalisation des travaux de fermeture et des surveillances prescrites par l'arrêté du 28 septembre 2023 portant sur les sujets mis en exergue lors de la procédure d'autorisation (tenue des puits, ennoyage des travaux miniers) .

La surveillance des puits est correctement mise en oeuvre. Les expertises relèvent d'importants travaux réalisés et n'identifient pas d'anomalies.

La surveillance, réalisée en 2024, de deux forages profonds, conforte les observations et les conclusions des années précédentes sur la durée prévisible de l'ennoyage : l'ennoyage du compartiment où se situe le stockage de déchets n'apparaît pas comme ayant débuté, l'ennoyage du compartiment voisin se poursuit à une vitesse constante (valeur la plus basse des prévisions).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des barrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.1.1
Thème(s) : Autre, Surveillance du confinement
Prescription contrôlée : Surveillance du fond après travaux de confinement Une surveillance in situ de l'évolution du fond après le confinement des déchets est menée pour une durée d'un an.
Constats : Les 2 barrages terminés (barrages 1 et 2) sont équipés de points matérialisés pour des mesures de convergence à proximité immédiate des serrements. Ces mesures sont de nature à vérifier l'évolution de la convergence des terrains autour des ouvrages et l'établissement de l'intégrité de la barrière. Le registre des mesures périodiques, l'exploitation qui en est faite, ont été présentés à l'inspection, ainsi que les photographies réalisées à chaque prise de mesures documentant l'évolution du serrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance du cuvelage du puits Joseph

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.1.2

Thème(s) : Autre, Surveillance du fond
Prescription contrôlée : Surveillance du cuvelage du puits Joseph Les mesures suivantes de surveillance du cuvelage du puits Joseph sont mises en œuvre par les MDPA : [...] Annuel · Une campagne de mesure du cuvelage à l'aide d'un scan laser par une société extérieure pour suivre l'évolution géométrique et détecter le cas échéant les éventuelles déformations du cuvelage. L'ensemble des anomalies et contrôles est documenté.
Constats : Le rapport de la campagne de mesures du cuvelage par scan laser, réalisée en août 2024, a été fourni à l'inspection. Le rapport identifie des petites zones où des écarts entre 2022 et 2024 sont observables. Ces zones correspondent à des purges ou des encroûtements. Le rapport précise que ces zones restent très localisées et ne jouent pas en défaveur de la stabilité du cuvelage. Le rapport relève, par ailleurs, d'importants travaux de confortement de type grillage et boulonnage au niveau du cuvelage béton, particulièrement dans la zone du puisard.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance du cuvelage du puits Else

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.1.3
Thème(s) : Autre, Surveillance du fond
Prescription contrôlée : Les mesures suivantes de surveillance du puits Else sont mises en œuvre par les MDPA : [...] Annuel : Contrôle par organisme extérieur compétent en structure puits.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport réalisé par DMT sur le contrôle du muraillement du puits Else en octobre 2024. DMT est une entreprise d'ingénierie compétente en techniques minières. Ce rapport couvre l'état du cuvelage et du muraillement du puits Else. Ses recommandations portent sur la traçabilité des contrôles des cavités observées dans le muraillement. L'inspection relève la conclusion : " il n'y a aucune raison de douter du bon fonctionnement du soutènement du puits du point de vue de la sécurité".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de l'ennoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 11.2
Thème(s) : Autre, Suivi de l'ennoyage
Prescription contrôlée : Afin de comparer que les durées annoncées pour l'ennoyage dans les différentes études avec les observations réalisées, les MDPA effectuent et transmettent à l'inspection, une mise à jour annuelle commentée du rapport d'analyse des données de suivi des niveaux en surface corrélée aux volumes de vides miniers résiduels et les niveaux d'ennoyage notamment issus des forages de surveillance VABP2 et VLBP2.

<p>Constats :</p> <p>Le suivi des niveaux de surfaces et du niveau d'ennoyage pour l'année 2024 a été transmis à l'inspection.</p> <p>Les mesures trimestrielles sur le secteur Amélie montrent une stabilité du niveau d'eau mesuré dans le forage. Après le décolmatage de 2022, les niveaux relevés sont désormais cohérents avec les gammes mesurées en 2019/2020, ils ne montrent pas d'augmentation dans le secteur. De ce fait, l'ennoyage du compartiment Amélie apparaît ne pas avoir débuté.</p> <p>Sur le secteur de Marie-Louise, le niveau moyen des 4 mesures sur 2024 s'inscrit dans la continuité des résultats antérieurs avec une élévation moyenne de +1.3 m/an. Cette vitesse est cohérente avec la courbe théorique d'ennoyage du compartiment.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens d'intervention - installations au fond

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.6.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense incendie des installations du fond est assurée par</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des prises d'eau régulièrement réparties, munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Chaque prise d'eau est associée à un ensemble de 3 tuyaux (60 m au total) de 45 mm de diamètre et d'une lance à débit fixe de 250l/min avec raccords normalisés ; • Un véhicule incendie dont l'équipement a été défini conjointement avec le service d'incendie et de secours. Le matériel est maintenu en état de fonctionnement par les MDPA, la liste en est tenue à jour ; • Des extincteurs à poudre en quantité et capacité suffisante sur les engins du fond suivant le type et la puissance de l'engin ; • Des extincteurs à poudre en quantité et capacité suffisante au niveau des stations électriques ; • Des extincteurs à poudre de 50 kg aux deux recettes de fond, au garage.
<p>Constats :</p> <p>Le stockage du gasoil pour alimenter les engins au fond de mine a été récemment déplacé du fait de la progression des travaux de confinement.</p> <p>L'inspection a constaté, au niveau du nouvel emplacement, la présence des moyens d'extinction suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un extincteur automatique à poudre positionné au-dessus de la citerne de gasoil, - un extincteur à poudre à proximité immédiate, - des prises d'eau munies de raccords normalisés associés aux tuyaux et lances prévues.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera du débit minimal exigé de 250 l/min aux platines incendie à proximité de la station gasoil lors du prochain test prévu à l'issue de la complète installation de la station.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>